

## SOCRATE CONTRE PLATON

ou

REMARQUES SUR UN PROJET D'« ÉTUDES POLITIQUES »  
RÉCEMMENT PROPOSÉ AU CONSEIL DE L'U.E.R. ET ADOPTÉ PAR LUI\*

« Au moment même... où j'allais traverser la rivière... ce signal divin dont la manifestation est habituelle chez moi s'est manifesté. Or c'est toujours pour m'arrêter quand je vais faire une chose ».

Socrate (*in* Platon, *Phèdre* 242 c)

« Qui ne peut enseigne. »

Rudyard Kipling

Il s'agit dans ces « Remarques » d'exposer les raisons pour lesquelles il me semble que le projet d'« Études Politiques » proposé au Conseil de l'U. E. R. de philosophie par Madame X. et adopté par le Conseil comme son « bébé » doit, malgré cette touchante métaphore, être au contraire repoussé par cette instance dans une nouvelle délibération. Ces raisons sont les mêmes qui faisaient les Spartiates précipiter du haut de la falaise leurs bébés mal formés.

Pourtant cette nouvelle filière semble venir à son heure : la politique étant évidemment au carrefour de l'histoire et de la philosophie, développer des études politiques au sein de la nouvelle U. F. R. en formation, où nous serions réunis aux historiens et aux géographes, paraît être une initiative positive et adaptée. Mais on ne saurait en rester à un aussi vague œcuménisme, dont l'évidence est seulement celle des idées générales. Car il faut remarquer :

1°) Que nous rendrions ainsi les armes aux intentions parfaitement claires, et affichées, du projet Chevènement de réforme de l'Université. Car nous ferions plus que nous résigner – si vraiment il faut s'y résigner – à l'inclusion de la philosophie dans l'une des nouvelles U. F. R. : nous y participerions avec empressement, comme si la philosophie ne devait trouver aucune difficulté à se voir utilisée comme l'un des instruments de la formation à la gestion. Pourtant, si le “F” des nouvelles U. F. R. remplace dans ce sigle le “E” des anciennes et encore actuelles U. E. R. – autrement dit si la « formation » remplace « l'étude » dans les finalités de l'Enseignement dit Supérieur – ce n'est pas là un de ces changements de désignation sans conséquences qui accompagnent rituellement les quelques innovations ou modifications par lesquelles tout nouveau ministre se sent obligé de signaler son passage aux Affaires. Il s'agit au contraire de parachever ce que les deux ministères précédents, bien qu'appartenant à des gouvernements supposés être politiquement opposés, ont identiquement

\* Texte écrit au cours de l'année universitaire 1984-1985, au moment de la transformation, par le gouvernement, des « Unités d'Étude et de Recherche (U.E.R.) en « Unités de Formation et de Recherche » (U.F.R.). Le G.R.I.E.F. auquel il est fait allusion est le « Groupe de Recherche Interdisciplinaire et d'Études des Femmes », créé à Toulouse, en 1979 (*Éd.*)

et tenacement poursuivi : l'adaptation de tous les niveaux de l'enseignement aux besoins de l'appareil de production. Former dans ce langage signifie en effet, soit former directement à des tâches productives, soit former à des rôles idéologiques ou administratifs, juridiques, syndicaux ou politiques, nécessaires à la croissance et à la refonte perpétuelles des forces et des rapports de production dont il n'est peut-être pas superflu de rappeler au passage qu'ils n'ont pas cessé d'être « capitalistes ».

Force est bien de constater, malheureusement, qu'en donnant comme but aux études politiques projetées, soit la formation soit l'aggiornamento culturel des acteurs du syndicalisme et de la politique, le projet adopté par le Conseil fait rentrer l'enseignement philosophique dans cette finalité générale.

2°) Si l'on objecte à cette objection qu'il faudrait beaucoup de naïveté et d'inexpérience politique pour juger des fins *réelles* d'un projet sur ses fins *avouées*, la conformité de celles-ci aux intentions du pouvoir n'étant qu'une apparence destinée à le rendre « acceptable » aux diverses instances de réflexion et de décision qui fixeront son sort – bref, s'il s'agit d'un Cheval de Troie, alors il faut peser les risques d'une telle stratégie. Et même avant cela il faut se demander : *Qu'est-ce que l'on veut faire entrer dans quoi ?*

S'agit-il de faire entrer de la philosophie, grâce au concours de l'histoire et de la géographie, dans cet agglomérat culturel vague, situé jusqu'ici dans la mouvance de l'Économie Politique et du Droit, qui s'appelle « Études Politiques » ? On voit bien les nombreux avantages, tous louables et nobles, qu'on peut se promettre d'une telle manœuvre. Premièrement comme la philosophie qu'on se propose d'injecter dans la formation que l'on vise n'aura rien à voir, dans l'intention des auteurs du projet, que je ne mets pas en doute, avec le vague vernis culturel dont on se contente dans les formations type « Sciences-Po », mais entend bien demeurer de la philosophie au sens le plus exigeant du terme, on ouvre ainsi à cette dernière, au moment où elle est menacée en elle-même, une sorte de nouvelle carrière, un champ d'exercice « extra-muros ». Deuxièmement, mais cela ne peut déjà plus être tout à fait dit par les auteurs du projet<sup>1</sup>, on se conduit en vaillant intellectuel de gauche en faisant entrer la philosophie dans la politique, puisque l'on compte bien concurrencer, surclasser et finalement déclasser – précisément par la haute valeur des études envisagées – le traditionnel, et traditionnellement droitier Institut d'Études Politiques. Enfin troisièmement (mais il ne s'agit vraiment plus ici que des suppositions perverses de l'auteur de ces lignes), en faisant des Études Politiques nouvelles le noyau ou le fleuron de la « formation » Histoire-Géo-Philo, on compte sans doute bénéficier de certaines caractéristiques propres à ces deux anciennes U. E. R. à l'Université du Mirail, caractéristiques que leur union devrait, espère-t-on, renforcer. Savoir : syndicalement, un rôle assez prédominant du S. G. E. N. ; hiérarchiquement, un rôle assez prédominant du G. R. I. E. F. Mixer, secouer, et servir bien frappé.

Mais...

<sup>1</sup> Qui le disent quand même un peu, en soulevant la question d'un éventuel mécontentement des membres de l'actuel Institut d'Études Politiques, puis l'abandonnent comme s'il s'agissait d'une simple affaire de désignation, d'un malencontreux doublet, auquel en mimant le regret, on déclare simplement ne pas bien voir comment porter remède. Cette minimisation de la question suffirait à faire soupçonner qu'il s'agit bien au contraire d'un des enjeux fondamentaux du projet.

Mais, en remontant la chaîne des motivations que je prête ainsi, avec plus ou moins de certitude, au bébé-projet :

- Des femmes (ou plutôt, du G. R. I. E. F.) je ne dirai rien, si ce n'est qu'à leur place j'ajouterais à la formation nouvelle l'U. E. R. d'Économie (mais sans doute y ont-elles déjà songé, *si* ma supposition est bonne).
- Du rôle de tel ou tel syndicat, qu'il n'est qu'un indice de plus du fait qui me paraît le plus inquiétant dans le projet en question : que, bien que conçu par des philosophes, il s'inscrit cependant, *comme si cela allait de soi*, dans la perspective de la *gestion de la réalité* politique. Pratiquement et théoriquement. C'est ce qui explique en effet que l'on cherche à former un ensemble dans lequel le Collège B soit puissant : car dans les divisions de fait de la politique politicienne, le Collège B est majoritairement « à gauche ».

On a certes le droit d'agir – ou de tenter d'agir – pour des raisons politiques réelles dans la politique réelle, y compris la politique de l'enseignement. Il est beaucoup moins certain, et à mon sens il est même faux, que l'on puisse le faire *avec* la philosophie *dans l'intérêt* de la philosophie. Qu'on m'entende : il ne s'agit pas préserver celle-ci, toute pure, des « souillures » de la réalité politique donnée. Je pense au contraire que c'est dans la mesure même où elle ne s'inscrit dans nul autre horizon que dans celui de son propre travail, en tant qu'il est toujours un travail sur le *possible*, que la philosophie produit des effets réels, et qu'au contraire en se situant sur le terrain de la gestion de l'effectivité elle perd toute sa force politique et répète le destin du platonisme : l'impuissance comme enseignement (ou vice-versa).

Mes collègues philosophes m'excuseront de répéter ici, sur ce sujet du « possible », ce qu'ils savent certainement aussi bien que moi : c'est que je m'adresse également aux professeurs des autres disciplines concernées par le projet, et aux étudiants. Il ne s'agit nullement dans le travail de la philosophie, du ou des possible(s) en tant que *possibles-réels* : le « bien possible », le « difficilement possible », le « peut-être possible », etc. Il s'agit de *cette* possibilité qui est un autre nom de l'« essence ». L'objet propre de la pensée concernant le champ du politique est donc *l'essence du politique*. Sans doute vaudrait-il mieux dire : l'essence *chaque fois* du politique, c'est-à-dire toujours dans une forme historique et singulière, et non bien entendu comme concept général vide du politique « en soi ».

Si donc les philosophes font leur travail (ce qui est, je le répète, indubitablement à mes yeux leur intention, dont je ne doute pas non plus une minute qu'ils aient le courage suffisant pour tenter de la « réaliser » au sein des nouvelles Études Politiques) – que se passera-t-il ? Qu'ils feront apparaître, par exemple, des questions (de ces questions que nous appelons « historiques ») sur la Figure du Travailleur, sur le Prolétaire, sur l'Essence de la Technique moderne, sur le Capital comme « forme » chez Marx, sur le rapport entre les concepts fondateurs de la philosophie politique des Modernes (la Volonté Générale, par exemple) et le terrain ontologique d'ensemble de la Modernité (la Subjectivité), etc., etc. Toutes questions dont le corrélat est insaisissable dans les simples « réalités » et qui ne permettent pas non plus d'améliorer l'action au sein des possibles-réels.

En admettant, cela dit, que nos collègues historiens, pour ne nommer qu'eux, aient la

patience de laisser subsister et se développer ce réseau des questions historiques *dans l'écart* où elles seront toujours par rapport aux réalités et aux concepts simplement « historiques » (y compris par rapport aux éventuelles « crises des fondements » intra-historiennes du savoir historien), il n'est pas sûr, il n'est même pas vraisemblable que les *destinataires* de l'enseignement projeté, que ce soit en formation initiale ou en formation continue, supporteront longtemps des efforts d'accommodation – et d'accommodation impossible – qui leur seront ainsi demandés. L'horizon du « traitement » administratif ou journalistique, politicien ou syndical, juridique ou économique, des réalités de l'heure et l'horizon du questionnement philosophique sur les caractéristiques essentielles de la modernité politique n'ouvrant ni le même langage, ni les mêmes objets, ceux qui seront soumis à un tel écartèlement le trouveront vite intolérable. Situation qui ne pourra conduire qu'à la dégénérescence du projet, ou à son éclatement.

L'éclatement aurait au moins le mérite de faire apparaître la malformation de principe des études projetées, que je cherche préventivement ici à décrire et, si faire se peut, à conjurer. La dégénérescence serait pire : elle signifierait que le travail philosophique, abandonnant la *question* du politique comme l'une des formes où se manifeste dans son essence le Monde contemporain, ne se proposerait plus, comme le dit *déjà* la « présentation générale » du projet, que « la compréhension des *problèmes* politiques ». Me pardonnera-t-on de dire que cette chute du niveau du questionnement à celui des problèmes n'est possible que parce que le concept de « compréhension » est ici d'une parfaite généralité métaphysique ? Lui seul en effet suppose une sorte d'« intelligence des choses » suffisamment indéterminée pour que les *modes* juridique, historique et géographique, économique, sociologique, etc., de la compréhension puissent non seulement s'additionner tant entre eux, mais encore se juxtaposer au *mode* philosophique. Si, sous la pression des finalités gestionnaires du progrès, la philosophie est finalement contrainte de s'y plier, il faudra qu'au lieu du questionnement qu'elle est, et du savoir absolument particulier que produit d'une certaine façon le questionnement, elle se contente de fonctionner comme la réalité culturelle qu'elle peut être *aussi*. Se réciter soi-même comme l'histoire des idées ne permet cependant plus à la philosophie de rien penser. Et les choses ne s'améliorent pas, elles s'aggravent, si la philosophie cherche alors une sorte de supplément d'être dans une double prétention, insupportable à juste titre aux autres : dire ce qui *doit* être, et se présenter elle-même comme la « vérité » des autres discours (économie vraie, histoire vraie, etc.). Cette figure, on le remarquera, est celle du platonisme, dont la complète impuissance au sein de la Cité s'accomplit et se dénie en même temps dans un projet pédagogique. L'Académisme, au sens premier du mot, est ainsi le terme extrême du détournement platonicien de la virulence socratique, qui s'exerçait en pleine ville, de même qu'il scelle l'oubli du refus de cette violence questionnante d'entrer dans une action d'amélioration politique.

Puisse ce Daimôn venir paralyser nos tentations actuelles de gestionisme politico-culturel !